



Strates

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

5 | 1990

Conjuguer stratégies et territoires ?

DÉBAT :

Martine Berger, Jacques Brun, Jeanne Fagnani, Pierre Beckouche,
Jacques Lévy, Nicole Mathieu, Michel Rochefort, Michelle Guillon et
Yvan Chauviré



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/1348>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1990

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Martine Berger, Jacques Brun, Jeanne Fagnani, Pierre Beckouche, Jacques Lévy, Nicole Mathieu, Michel Rochefort, Michelle Guillon et Yvan Chauviré, « DÉBAT : », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/1348>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

DÉBAT :

Martine Berger, Jacques Brun, Jeanne Fagnani, Pierre Beckouche,
Jacques Lévy, Nicole Mathieu, Michel Rochefort, Michelle Guillon et
Yvan Chauviré

1 **Martine Berger :**

2 L'hypothèse de limiter l'enquête par questionnaires de l'équipe Espace, population, société aux couches moyennes a été pendant un temps envisagée. Nous l'avons finalement écartée. Il faudrait revenir sur cette décision et en tirer les enseignements pour notre propos.

3 **Jacques Brun :**

4 La question évoquée permet de mesurer la complexité des interférences entre problèmes de fond et problèmes de méthode, voire de simple technique d'observation et d'analyse, lorsqu'on cherche à étudier des stratégies spatiales. Ainsi faut-il préciser que, si certains d'entre nous ont émis, à un moment donné, l'idée de centrer notre enquête par questionnaires sur un groupe social restreint, c'était d'abord dans un souci d'efficacité pratique, afin de limiter la déperdition des informations attendues.

5 Revenons brièvement sur les hypothèses, inégalement explicites, qui sont à la base de notre projet. Une des toutes premières est que la notion de « choix » des acteurs microéconomiques a un sens en matière de localisation résidentielle. Autrement dit, que leurs pratiques, en ce domaine, ne sont pas totalement déterminées par un système rigide de contraintes. Mais rejeter ainsi l'hypothèse du déterminisme (qu'il soit économique ou culturel) ne signifie pas pour autant adopter l'hypothèse d'une indétermination des comportements. Admettre que les individus (ou les ménages) peuvent « choisir » est une chose, autre chose de supposer que l'éventail de leurs options est infini, ou que leurs décisions sont totalement aléatoires, ou encore que leur analyse ne peut relever que de la psychologie comportementale.

6 D'une façon générale, entreprendre une recherche de ce type, c'est escompter découvrir du sens, donc des régularités précédemment mal connues, sinon des « lois », dans les faits observés. Or on sait que l'excès de « bruit de fond », de brouillage, condamne à ne déboucher que sur des informations banales et redondantes.

- 7 Les questions posées à notre échantillon de ménages visaient donc à dégager un jeu d'interrelations entre des « types de choix » résidentiels et des facteurs explicatifs potentiels. Mais le nombre de « paramètres » dont on peut raisonnablement supposer qu'ils pèsent, à quelque degré, dans les comportements résidentiels (ou dont on juge intéressant de mesurer le poids, fût-il « marginal » par rapport aux contraintes du marché du logement et de celui de l'emploi) apparaît a priori très élevé. Et de fait, malgré les coupes entraînées par les impératifs budgétaires, notre questionnaire comporte des dizaines de questions, et compte tenu des diverses modalités de réponse possibles, plusieurs centaines d'indicateurs. Or nous n'avons recueilli que 1 300 questionnaires correctement remplis. Ajoutons que nous avons fait l'hypothèse que les comportements peuvent varier significativement selon les lieux de résidence. D'où mon sentiment qu'il y a une certaine contradiction entre la conception d'un questionnaire fermé (rédigé dans l'optique d'une exploitation statistique), le très grand nombre de « variables explicatives » qu'il a pour objectif de recueillir, et l'espoir de trouver du neuf sur l'ensemble des classes sociales dans cinq sites d'enquête très différenciés...
- 8 On bute donc sur le problème plus général d'une démarche géographique tiraillée entre le souci de saisir des totalités, des combinaisons (quoi de plus global pour un individu ou un ménage qu'un choix de résidence ? quoi de plus artificiel que d'isoler les pratiques d'un groupe restreint dans l'étude des « processus ségrégatifs » ?) et celui de dépasser la simple observation empirique des faits. Car à vouloir embrasser une réalité trop étendue, ne risque-t-on pas de n'aller guère au-delà d'un raffinement dans la description des structures les plus transparentes et de rester, sur le plan des explications, à la remorque des autres sciences sociales ? Chercher à interpréter la réalité en termes de « stratégies » nous interdit d'éluder ce dilemme.
- 9 Quant au problème de fond, celui de l'inégale aptitude des différentes classes sociales à développer des « stratégies territoriales », sa complexité mériterait également de plus amples débats. Du moins faut-il aller au-delà des évidences, et se défier d'interprétations relevant d'une sociologie insuffisamment distanciée (du sens commun).
- 10 Naturellement, on ne peut sous-estimer certaines données massives. Il est clair par exemple que la pauvreté du patrimoine, la faiblesse des revenus, la précarité de l'emploi, etc., restreignent l'éventail des choix résidentiels possibles. Mais si les conséquences concrètes de cette inégalité sociale sont faciles à mesurer pour ce qui touche aux caractéristiques du « produit-logement », leur impact en termes de localisation est plus ambigu. Des expressions métaphoriques, comme « populations captives », « grands ensembles cul de sac », « ghettos résidentiels », ou même « ségrégation spatiale », ont eu, certes, le mérite de faire toucher du doigt un problème social majeur de notre époque. Leur pouvoir de suggestion ne saurait nous détourner de prendre en considération la part d'autonomie et de rationalité qu'il y a dans les pratiques résidentielles des couches les plus dominées. L'étude de leurs conduites d'adaptation aux contraintes du marché immobilier est loin d'être achevée. Or des nuances, des évolutions dans ces pratiques, même marginales dans un contexte donné, peuvent en se combinant acquérir une dimension sociologique, économique et géographique fondamentale. Même si le « choix » résidentiel au moment de la décohabitation se limite pour de jeunes ouvriers non qualifiés à une caricature de choix, il n'est certainement pas indifférent de savoir pourquoi et comment les uns se retrouvent en fin de compte dans une cité d'HLM périphérique, d'autres dans un vieil immeuble de la proche banlieue.

- 11 Leurs comportements doivent-ils être qualifiés de « stratégiques » ? À cette question, toute réponse tranchée relèverait, dans l'état de nos connaissances, d'une pétition de principe. Mais se priver d'analyser les « stratégies » des prolétaires en arguant que leur liberté n'est peut-être qu'illusoire, et qu'ils sont peut-être les objets passifs de stratégies des groupes immobiliers, des banques, des pouvoirs publics, du patronat, serait probablement passer à côté de mouvements susceptibles de peser dans la géographie urbaine.
- 12 Ces remarques ne visent pas à rejeter l'hypothèse qu'il y aurait dans les couches moyennes des pratiques stratégiques particulièrement élaborées, notamment autour des enjeux de localisation du logement. Bien que l'on manque d'études comparatives apportant à cette hypothèse des éléments de confirmation chiffrée, elle paraît vraisemblable. Mais que signifie-t-elle ?
- 13 On sait qu'en règle générale, pour que se développe une conduite et un discours « stratégiques » au sens strict, il faut que l'objectif soit perçu simultanément comme faisant problème, et comme accessible. Un enjeu stratégique, c'est quelque chose de « jouable » au terme d'un calcul. N'est perçu comme objet d'une stratégie ni ce qui est donné d'avance ni ce qui est par avance exclu. Il semble bien que dans certaines fractions de la petite bourgeoisie, les contradictions soient particulièrement sensibles entre les enjeux résidentiels et d'autres enjeux. Tout spécialement dans une agglomération comme celle de Paris, où la petite bourgeoisie a l'impression que le marché du logement, qui s'était ouvert à ses aspirations dans les précédentes décennies, se referme peu à peu, imposant des arbitrages difficiles entre des choix antagonistes. D'où la richesse du discours qu'elle produit sur ce problème...
- 14 Mais dans ces conditions, un certain recul s'impose à nous pour interpréter ce discours. D'une part, notre proximité, notre familiarité avec les préoccupations et le langage des couches moyennes ne doivent pas nous empêcher de décrypter les stratégies qui sous-tendent les pratiques des autres groupes sociaux, même lorsque ces derniers n'explicitent pas aussi clairement leurs enjeux de localisation résidentielle. Par exemple – pour ne pas revenir sur le cas des couches dominées – si certains membres de la haute bourgeoisie parlent peu de ces enjeux, cela peut signifier simplement que l'accès aux quartiers qui les attirent ne leur impose pas de contraintes majeures dans d'autres domaines, sans traduire une quelconque indifférence à l'égard de leur lieu de résidence. Bien au contraire, d'autres indicateurs que le « discours » sur les choix résidentiels peuvent révéler l'existence de stratégies non seulement « résidentielles », mais véritablement « territoriales ».
- 15 Inversement, même si le désir d'offrir à ses enfants les « meilleurs » établissements scolaires est sans doute un élément réellement important dans les stratégies résidentielles de la bourgeoisie en général, et de la petite bourgeoisie en particulier, je ne suis pas certain que, par une sorte d'ethnocentrisme professionnel, nous n'en surestimions pas l'impact sur la division sociale de l'espace...
- 16 En bref, il n'y a pas de relation simple entre la richesse du discours sur un enjeu et la réalité des conduites orientées par cet enjeu. Le poids du non-dit – de ce dont les uns ne savent pas [nous] parler et de ce dont les autres ne veulent pas parler – est-il moindre que le poids de ce dont on nous parle le plus ?
- 17 Dernière question, touchant spécifiquement aux stratégies de localisation et non plus à l'analyse des stratégies en général. Même au sens le plus flou du terme (comme lorsqu'on

parle de « stratégie inconsciente »), parler de stratégie, c'est faire l'hypothèse que l'acteur est capable d'anticiper, qu'il y a un minimum de rationalité dans ses représentations. Or que savons-nous des représentations de l'espace en œuvre dans les décisions relatives au logement ? Un des objectifs de notre enquête était de recueillir des informations sur cette vaste question. Mais dans un questionnaire fermé, il est difficile d'échapper aux pièges du vocabulaire. Pour ne prendre qu'un exemple, des notions comme celles de « quartier », de « centre », de « voisinage », de « proximité », recouvrent des réalités tout à fait hétéroclites. Les grilles usuelles de division de l'espace, sous leur apparence neutralité, sont mal adaptées au recueil d'informations pertinentes. Nous avons l'habitude (et les moyens techniques) de traiter des données spatiales organisées en « plages », selon un carroyage plus ou moins fin. Or si certains éléments qui interviennent dans les choix de localisation sont également disposés selon une logique en gros aréolaire (les prix des logements par exemple), les « cartes mentales » des individus envisagent un déplacement résidentiel sont probablement en grande partie discontinues, formées de lignes, de points, de pôles séparés par des vides et des zones floues... Une partie de notre questionnaire tente d'affronter ces difficultés : ce n'est qu'un essai expérimental.

18 **Jeanne Fagnani :**

19 Il faut dissocier le choix du type d'habitat (appartement, maison individuelle) et celui du lieu de résidence : les deux choses sont liées, mais constituent deux volets d'une même décision. Très souvent, les ménages jouent davantage sur l'un ou sur l'autre, mais ne peuvent jouer sur les deux. Ils font des compromis. Par exemple, ils choisissent d'habiter dans Paris, mettent l'accent sur le lieu de résidence permettant d'avoir un certain mode de vie, de conserver certaines relations sociales. Leur expérience résidentielle antérieure, les lieux de résidence de leurs parents et amis, pèsent dans ce choix d'un lieu.

20 Je reviens sur le fait qu'il n'y a pas de consensus sur la notion de stratégie. Pour Bourdieu, il peut y avoir des stratégies inconscientes. Pour d'autres auteurs, la notion de stratégie implique un calcul rationnel, une mesure des avantages et inconvénients d'un choix ou d'une conduite. Certains estiment que les stratégies les plus intéressantes à étudier sont celles où les contraintes sont les plus fortes, obligeant les acteurs à rationaliser leurs choix.

21 **Pierre Beckouche :**

22 Ce qui est important, ce ne sont pas les stratégies, ce sont les enjeux. Il n'existe pas de véritables stratégies individuelles, mais seulement des comportements individuels. À partir des enjeux, il y a des conflits, des stratégies d'acteurs, il y a des modèles de comportement de groupes, qui interviennent de manière efficace ou non efficace. Il y a des formes de relation des groupes à des institutions, des modèles, des leaders.

23 Cette relation peut sans doute comporter des éléments inconscients. Mais ce que nous devons étudier, c'est l'aspect explicite des stratégies qui s'expriment à travers des institutions ou des groupes de pression.

24 **Jacques Lévy :**

25 Les individus ont des stratégies. Leurs comportements ont un impact stratégique s'ils sont nombreux à effectuer le même choix, à adopter la même conduite. Ceux qui ont arbitré en faveur de la propriété d'une maison individuelle et de l'éloignement du centre ont contribué à faire le territoire de la région parisienne. Ce n'était pas le seul arbitrage envisageable : il y avait un champ des possibles. Ils ont été, de fait, des acteurs.

26 **Nicole Mathieu :**

27 Il faudra séparer clairement deux plans : celui de l'analyse scientifique, et celui du langage ordinaire, de l'observation. En particulier, on ne peut pas se contenter d'affirmer qu'il n'existe pas de véritables stratégies individuelles, ou que ces stratégies sont inconscientes, si cela signifie seulement qu'on n'est pas capable d'identifier ces stratégies en termes scientifiques.

28 N'y a-t-il pas, dans le travail présenté par l'équipe Espace, population, société, un hiatus entre l'approfondissement de la notion de stratégie et la faiblesse du contenu donné à la notion de territoire ? On se limite au résidentiel, on parle de "délocalisation" en banlieue... N'y a-t-il pas un usage trop flou de la notion de territoire ?

29 **Michel Rochefort :**

30 Peut-on préciser le contenu de l'opposition stratégie/tactique, dans le cas du comportement d'acteurs individuels procédant à des anticipations sous contraintes ?

31 **Jeanne Fagnani :**

32 Pour certains sociologues, il s'agit bien toujours de stratégies. Pour d'autres, certains comportements doivent être analysés comme des successions de cours tactiques, dont l'ensemble ne constitue pas une véritable stratégie, mais une suite de décisions à court terme, une suite d'improvisations réglées.

33 **Michelle Guillon :**

34 Les stratégies résidentielles des ménages ne peuvent être dissociées d'un ensemble de décisions qui concernent tous les autres aspects de leur vie. Le choix de la localisation résidentielle n'est qu'un des éléments qui interviennent dans les arbitrages que font les ménages à chaque moment. Au cours de leur vie, individus et ménages peuvent changer de stratégie dans l'un ou l'autre des domaines où ils ont à prendre des décisions. Cela peut transformer leur stratégie résidentielle (localisation, caractéristique et/ou statut de leur logement). Ces réorientations ne doivent pas être interprétées comme une absence de stratégie.

35 Tous les groupes sociaux, et pas seulement les classes moyennes, développent des stratégies. Ainsi, lorsque des immigrés sont venus, sans leur famille, travailler en Ile-de-France, ils avaient une stratégie – gagner le plus vite possible de l'argent avant de repartir – qui a eu des conséquences sur leur choix résidentiel : type d'habitat, et donc de localisation. Lorsque certains ont décidé, après quelques années, de faire venir leur famille, ils ont infléchi leur stratégie de vie, ce qui a eu des conséquences en matière de choix de logement et de localisation résidentielle. Ces phénomènes sont intéressants lorsque les multiples infléchissements individuels se traduisent par des phénomènes collectifs : ainsi, entre 1960 et 1980, la population algérienne s'est transformée. Si elle comprend toujours des hommes seuls, elle est formée majoritairement de familles, ce qui entraîne des conséquences territoriales évidentes.

36 D'autres inflexions de stratégie résidentielle, parce qu'elles n'ont pas concerné un nombre suffisante de personnes, n'ont que des conséquences locales : c'est le cas des familles maghrébines de la grande banlieue Nord qui étaient propriétaires de vieux pavillons et qui les ont vendus pour s'installer en location entre 1975 et 1980. Ils craignaient qu'un renvoi massif des immigrés ne les oblige à s'en dessaisir en catastrophe, et ont préféré prendre les devants et investir leur capital dans un futur logement au Maghreb. Beaucoup vivent aujourd'hui dans les cités H.L.M. de l'Aulnois (cf. travail de N.

Elkarati). Autre exemple de stratégie résidentielle collective mais locale : l'achat par des familles africaines de pavillons dans des lotissements bas de gamme des villes nouvelles au début des années 80.

37 Bien sûr, le repérage de ces phénomènes exige de travailler à une échelle fine : nous ne nous contentons pas du dualisme Paris-banlieue ! Dans nos travaux statistiques, nous analysons une région Ile-de-France divisée en 188 secteurs : STRATES a publié plusieurs exemples de ces analyses. D'autres travaux sur Paris, sur la première couronne ou sur le périurbain sont menés à l'échelle des communes, ou des arrondissements. Enfin l'enquête, portant sur cinq sites précis, permet aussi des analyses infracommunales.

38 **Nicole Mathieu :**

39 Quel statut l'équipe Espace, population, société donne-t-elle à la notion de stratégie territoriale ?

40 **Michelle Guillon :**

41 Il y a dans notre équipe non pas une position unique, mais une réflexion commune.

42 **Jeanne Fagnani :**

43 On peut se demander si la notion de stratégie inconsciente ne risque pas de nous enfermer dans le piège du déterminisme. Cependant, de nombreux sociologues parlent, avec des arguments valables, de stratégies inconscientes. Il est important d'analyser les choix résidentiels en termes d'interactions : entre un marché du logement, des promoteurs qui répondent à une demande ou qui anticipent sur elle. C'est le cas, par exemple, de l'aspiration croissante d'un grand nombre de ménages, depuis vingt ans, à l'accession à la propriété d'une maison individuelle.

44 Nous avons essayé, au moyen des questionnaires, de cerner les représentations de l'espace de la région parisienne qu'ont les ménages, par exemple à travers les endroits qu'ils choisissent, où ils cherchent ou ont cherché un logement, ou qu'ils évitent.

45 Quand on analyse les stratégies dans l'espace, il faut voir comment les acteurs hiérarchisent leurs objectifs : il y a plusieurs types de rationalité à l'œuvre, et des dynamiques. Il est important de suivre les étapes des cycles de vie des ménages, les réorientations de stratégies correspondant à des ajustements.

46 **Jacques Brun :**

47 La notion de stratégie territoriale est précisément un des objets de notre recherche. Chacun d'entre nous a naturellement son propre bagage théorique, fait d'emprunts à des auteurs, à des disciplines diverses. Mais nous en sommes à un stade où les problèmes essentiels – à mon avis – sont d'abord d'ordre méthodologique. La géographie des représentations de l'espace, des pratiques de contrôle et d'appropriation territoriales, dans le domaine urbain, n'en est qu'à ses débuts. D'où notre démarche délibérément modeste et exploratoire.

48 **Nicole Mathieu :**

49 Dans votre questionnaire, quel vocabulaire employez-vous ? Comment sont saisies les représentations de l'espace, quelles notions spatiales sont employées ?

50 **Jeanne Fagnani :**

51 Nous avions l'idée – que nous avons dû abandonner à cause de contraintes de durée et de coût de l'enquête – de soumettre aux personnes interrogées une carte de l'Ile-de-France sur laquelle elles auraient situé les « endroits » où elles avaient cherché ou évité de

chercher un logement. Nous avons dû nous contenter de lister les endroits évités et ceux qu'elles aimeraient ou qu'elles auraient aimé habiter, avec les motifs correspondants.

52 **Jacques Brun :**

53 Afin de limiter le risque d'imposer aux individus interrogés notre conception de la territorialité, nous avons pris le parti d'employer délibérément le vocabulaire le plus neutre possible : Où avez-vous cherché ? Pourquoi ? Citez des endroits dans lesquels vous n'auriez pas voulu habiter.

54 **Michelle Guillon :**

55 Vous avez choisi de laisser les personnes interrogées interpréter librement vos questions, et désigner spontanément ces endroits.

56 **Nicole Mathieu :**

57 C'est un débat très important, qui oppose sur le plan méthodologique l'ethnologie à la sociologie ou à la géographie. Pour l'ethnologie, les catégories du vocabulaire indigène font foi. Mais on a l'impression que vous n'osez pas proposer les objets construits et les catégories de la géographie, que vous hésitez entre la démarche de l'ethnologue (des catégories subjectives exprimées) et la méthode implicite de la géographie qui consiste à nommer des types de lieux : une ville, un espace rural, un quartier, un pays. En quoi votre travail se distingue-t-il de celui des sociologues ?

58 **Yvan Chauviré :**

59 Notre enquête est un essai de contribution à l'étude de la territorialité. Nous avons procédé à un choix d'espaces, de ménages résidant dans ces espaces, pour voir comment se constituent, à partir de conduites individuelles, des agrégats territoriaux. Nous voulions écarter les a priori de l'approche écologique, péché originel de la géographie.

60 **Martine Berger :**

61 L'enquête adoptait plutôt, au départ, une optique d'analyse du changement social. Nous avons tiré un échantillon de logements dans le Recensement de 1982, pour voir s'il y avait des modifications de leur contenu social. Si on observe dans cet échantillon des changements importants, on peut en déduire qu'il y a eu des stratégies, de la part de ceux qui ont quitté ces logements, de ceux qui sont venus s'y installer. D'autre part, on a inclus, dans des proportions différentes selon les sites, des logements neufs, pour voir comment serait constitué leur peuplement.

62 Pourquoi n'avons-nous pas adopté les catégories spatiales ou les construits de la géographie, pourquoi ne pas les avoir proposés aux ménages enquêtés ? Cela tient à la fois aux lieux et au champ temporel donnés à l'enquête. Nous avons tenté de laisser parler les gens sur l'échelle à laquelle ils perçoivent et décrivent le lieu où ils résident. Contrairement à d'autres enquêtes, celle de C. Bonvalet, par exemple, qui se limitent à une tranche d'âge de population, nous n'avons pas stratifié les ménages par classes sociodémographiques. La perception qu'a de la région parisienne un chef de ménage de 65 ans du Blanc-Mesnil qui réside dans un pavillon loi Loucheur hérité de ses parents est a priori très différente de celle d'un immigré habitant de l'autre côté de la rue dans un H.L.M. De même dans le périurbain, il y a sans doute les différences de perception des horizons spatiaux entre les pavillonnaires de Montlhéry ou Langpont et ceux qui résident en ville nouvelle, où il y a vraiment une identification très forte des quartiers et parfois même de morceaux de quartiers qui se dévalorisent par rapport à d'autres, à partir d'un bâti homogène, parce qu'entre-temps le système des transports en commun ou les

équipements ont créé des facteurs de valorisation. On ne peut pas définir a priori des échelles de rattachements spatiaux valables partout. C'est pourquoi nous avons laissé volontairement les choses ouvertes. C'est aux personnes interrogées de nommer et d'identifier les lieux.

63 **Pierre Beckouche :**

64 Comment se situe cette enquête dans la problématique de recherche de l'équipe ?

65 **Martine Berger :**

66 Elle vient après une étape qui a privilégié les comparaisons d'indicateurs, la démarche « écologique », qui ne nous satisfaisait pas complètement, mais par laquelle il fallait commencer. Puis nous avons analysé, à partir de la bande-détail des recensements, les croisements entre types de logements, statuts d'occupation, catégories de ménages. L'enquête vient donc dans un troisième temps, pour mesurer davantage « l'effet de lieu ». C'est peut-être à ce niveau-là que l'apport à la connaissance de la région peut paraître moins direct. Mais nous avons besoin de connaître l'image de marque que les ménages se faisaient des lieux où ils résidaient, et l'échelle de perception de ces lieux.

BIBLIOGRAPHIE

ABALLEA, F., AUCLAIR, E., 1988. *Exclusion, ségrégation spatiale et stratégies résidentielles des travailleurs immigrés*. Paris, FORC-CNAF.

BONVALET, C., 1988. *Cycle de vie et changements urbains en région parisienne. Histoire résidentielle d'une génération*. INED, Rapport CNAF-DREIF-MELATT.

BOULAHBEL-VILLAC, Y., 1989. *Stratégies professionnelles et familiales des femmes algériennes*. Paris, Rapport CNAF.

BOURDIEU, P., 1986. *Choses dites*. Paris, Ed. de Minuit.

BOURDIEU, P. (sous la direction de), 1989. *Éléments d'une analyse du marché de la maison individuelle*. Centre de sociologie européenne, Rapport CNAF.

BREMOND, J., GELEDAN A., 1984. *Dictionnaire des théories et mécanismes économiques*. Paris, Hatier.

CASTELAIN-MEUNIER, C., FAGNANI, J., 1988. « Deux ou trois enfants : les nouveaux arbitrages des femmes ». *Revue française des affaires sociales*, 1 : 45-66.

CROW, G., 1988. « The use of the concept of "strategy" in recent sociological literature ». *Sociology*, (23), 1 : 1-24.

GIDDENS, A., 1979. *Central problems insocial theory*. Basingstoke, Macmillan.

GODARD, F., 1987. « Sur le concept de stratégie ». Communication au séminaire *Stratégies résidentielles*, Paris, INED-Plan Construction.

GOTMAN, A., 1987. « Stratégies résidentielles, stratégies de recherche ». Communication au séminaire *Stratégies résidentielles*, Paris INED-Plan Construction.

GRAFMEYER Y., BENSOUSSAN B., 1987. « Analyse longitudinale de milieux urbains à Lyon, héritages et innovations ». Communication au séminaire *Stratégies résidentielles*, Paris, INED-Plan Construction.

MENACHEM, G., 1988. « Trois modes d'organisation domestique selon deux normes familiales font six types de famille ». *Population*, 6 : 1005-1034.

NICOLE, C., 1988. *Féminin singulier, masculin pluriel*. Paris, Rapport CNAF.

PINÇON, M., PINÇON-CHARLOT, M., 1988. « Histoires de vie, espaces de vie ». *L'Espace géographique*, 2 : 122-130.

PINÇON, M., PINÇON-CHARLOT, M., 1989. *Dans les beaux quartiers*. Paris, Ed. du Seuil.

WOOD, S., KELLY, J., 1982. « Taylorism, responsible autonomy and management strategy ». In Wood, s., (ed.) *The degradation of work*, Londres, Hutchinson : 74-89.

AUTEURS

MARTINE BERGER

Maître de conférences à l'E.N.S. Fontenay-St Cloud, elle travaille sur les espaces périurbains en Ile-de-France, en particulier sur les relations entre évolution du parc des logements et division sociale de l'espace. Elle a collaboré au *Grand Atlas de la France Rurale* (Ed. de Monza, 1989) et à l'*Atlas démographique et social d'Ile-de-France* (DREIF, 1989).

JACQUES BRUN

Maître de conférence à l'École Normale Supérieure, il travaille sur la division sociale de l'espace et la représentation de la ville. Il a collaboré à l'*Histoire de la France urbaine* et à l'*Atlas démographique et social d'Ile-de-France* (DREIF, 1989).

JEANNE FAGNANI

Chargée de recherche au CNRS, elle poursuit actuellement des recherches sur l'activité professionnelle et la vie familiale des femmes, les pratiques de fécondité dans les couches moyennes et le choix du logement en région Ile-de-France. Publication à paraître : « Urban city size and mothers' labour force participation », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, Amsterdam.

PIERRE BECKOUCHE

Maître de conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris (Université Paris-Val-de-Marne), il travaille sur l'organisation territoriale de la production.

JACQUES LÉVY

Géographe, chargé de recherche au CNRS. Il anime depuis son lancement la revue *Espace Temps*, dont il a récemment coordonné un numéro thématique « Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique ». Il est également maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris, où il inaugure, à l'automne 1990, un nouveau séminaire sur l'Ile-de-France et l'espace « chantier de société ».

NICOLE MATHIEU

Directeur de recherche au CNRS, elle est directrice du Laboratoire STRATES. Elle anime un réseau de chercheurs dans le GDR Agral sur « l'Évolution des exploitations agricoles dans leur environnement régional ». Elle a coordonné la publication *Du rural à l'environnement. La question de la Nature aujourd'hui* (L'Harmattan 1989), ainsi qu'un programme PIREN Causse Méjan, dont les résultats ont été publiés dans les *Annales du Parc national des Cévennes*.

MICHEL ROCHEFORT

Professeur à l'Université Paris I et président du Comité scientifique du Département Recherche pour le Développement du ministère de la Recherche, il dirige de nombreux travaux sur les problèmes urbains dans les grandes villes du Tiers Monde. Il a récemment dirigé le numéro de la revue *Tiers Monde* consacré aux « Problèmes généraux du logement des pauvres dans les villes du Tiers Monde » (n° 116, 1988).

MICHELLE GUILLON

Maître de conférences à l'Université de Paris I, elle travaille sur les étrangers en Ile-de-France, leur localisation, leurs caractéristiques sociodémographiques, les formes de cohabitation des étrangers et des Français. Elle a collaboré notamment à l'*Atlas des Parisiens* (Masson, 1984) et à l'*Atlas démographique et social d'Ile-de-France* (DREIF, 1989). Elle a publié avec Isabelle Taboada-Leonetti *Le triangle de Choisy* (L'Harmattan, 1987).

YVAN CHAUVIRÉ

Maître de conférences à l'Université Paris I. Il est spécialisé en géographie démographique et sociale et travaille surtout sur Paris et la région Ile-de-France. Il vient notamment de collaborer au *Grand Atlas de France* (GIP-RECLUS, à paraître).